



Déclaration liminaire Comité technique local Réunion du lundi 17 juillet 2017

Monsieur le Président,

Vous nous convoquez aujourd'hui pour un CTL en urgence afin de voter sur la fermeture de 4 trésoreries : Allaire, Guer, La Gacilly et Guéméné ainsi que sur le transfert du recouvrement de l'impôt de Malestroit vers le SIP de Ploërmel.

La Direction générale veut accélérer le mouvement et poursuivre la destruction du réseau. Cette convocation aurait pu attendre début septembre, le choix de cette date ne permettant pas à tous les élus CGT d'être présents.

La CGT est opposée à ces fermetures qui éloignent les usagers et les contribuables du service public de proximité. La définition de l'interlocuteur fiscal unique a bien changé depuis la fusion.

Ce CTL est aussi l'occasion pour la CGT de faire un bilan depuis votre arrivée dans le département.

Comme d'habitude, à son arrivée le Directeur a reçu toutes les organisations syndicales, afin de nous écouter et de vous entendre.

Ensuite, dans l'un de vos nombreux messages adressés aux agents, vous faisiez la promesse d'un dialogue social « fructueux et pérenne ».

Qu'en est-il vraiment ?

- Vous avez refusé la tenue de groupes de travail CHSCT sur les restructurations en cours en organisant un vote qui n'avait pas lieu d'être.
- Vous avez fait passer en CTL puis en CAPL le nouveau règlement intérieur alors que toutes les OS ont voté contre et que vous aviez au moins la possibilité d'attendre les prochaines élections professionnelles pour le faire appliquer.
- Pour les CAPL d'affectation, anticipant le boycott, vous avez fait reconvoquer dans l'heure la seconde réunion, ce qui est contraire aux textes.

Vous disiez dans votre discours du séminaire de juin à Lorient : « ce n'est pas parce que je vous demande votre avis que je le suis », nous avons pu le vérifier sur ces six premiers mois.

Enfin, là où notre ancien Directeur ne fermait que deux trésoreries par an, vous multipliez par deux les suppressions en y ajoutant une réflexion pour la trésorerie de Palais.

Alors, oui, les bases pour un dialogue social « fructueux et pérenne » sont bien posées !

Les agents avec leurs organisations syndicales ne se laisseront pas faire et de nombreuses actions seront construites à la rentrée pour lutter contre le démantèlement de notre administration.